

# Ensemble

**CHANGEONS  
L'EUROPE,  
MAINTENANT !**



**N° 206**

Jeu  
di 30 avril 2009  
www.ps44.fr



*Le journal des socialistes de Loire Atlantique*





Socialistes en **Europe**  
Socialistes dans le **Monde**

## La campagne des européennes entre dans sa phase active

Tout au long de ces dernières semaines, les responsables du City group de Loire-Atlantique n'ont pas compté leur temps pour animer et présenter le Manifesto à la demande des sections. De plus, une rencontre a eu lieu le 8 avril dernier entre le City group et Yannick Vaugrenard, député européen sortant. A cette occasion de nombreux sujets ont été évoqués comme le bilan du G 20. Tu trouveras joint au journal, un 4 pages pédagogique montrant à la fois le double langage de la droite française et du MoDem qui au parlement européen ont voté quantité de mesures libérales sans en assumer ensuite les conséquences au plan national, ainsi que quelques exemples de décisions prises par l'Europe avec des répercussions concrètes sur notre vie quotidienne.

Début mai, une seconde phase va commencer avec une campagne active au travers de plus d'une dizaine de réunions publiques sur l'ensemble du département ou de déplacements thématiques avec nos candidats. Le meeting national du 27 mai à la Trocardière de Rezé en présence de Martine AUBRY constituera l'évènement fort de la campagne.

Le City group a décidé aussi d'animer une campagne de proximité avec un véhicule qui sillonnera certaines communes lors des marchés, manifestations publiques ou évènements dans les quartiers. Du 11 au 17 mai puis du 28 mai au 6 juin, n'hésitez pas à nous contacter pour organiser des opérations de terrain en lien avec les sections et les élus locaux.

### **KARINE DANIEL**

Secrétaire fédérale à l'Europe et l'international



Yannick Vaugrenard à la rencontre du City group le 8 avril dernier

## ÉDITORIAL

# Changer l'Europe maintenant



Dans un peu plus d'un mois auront lieu les élections européennes du 7 juin et une nouvelle majorité siégera au Parlement européen. Actuellement, il est dirigé par les libéraux, par les amis de Sarkozy et Barroso, ceux-là même qui, il y a encore un an, riaient aux éclats quand des élus et intellectuels classés à gauche alertaient l'opinion sur les dérives d'un capitalisme devenu fou et immoral. Les faits nous ont donné raison... Il faut maintenant transformer notre analyse en victoire politique avec une majorité capable de s'opposer au libéralisme pour construire une Europe sociale et solidaire. Pour y parvenir, les partis socialistes européens se sont rassemblés pour la 1ère fois dans un programme commun, le **Manifesto**, qui préfigure ce que serait l'action d'une majorité de gauche au Parlement européen.

Ce texte s'articule autour de **6 axes** :

- 1 Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières
- 2 Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique
- 3 Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale
- 4 Parvenir à l'égalité des sexes en Europe
- 5 Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès
- 6 Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement.

Je prendrai ici quelques unes de nos propositions sur l'économie et le social. Elles montrent, si nécessaire, le fossé qui nous sépare de la droite européenne. Nous voulons en effet établir des instruments de régulation du capitalisme pour éviter le genre de crise que nous subissons actuellement. Nous agissons aussi pour élargir la participation des salariés aux processus de décision dans les groupes européens. A cette fin, les Droits d'information et de consultation des travailleurs doivent être inscrits dans les Directives sur le Droit des entreprises. Nous entendons également négocier un Pacte européen du progrès social établissant des objectifs et des normes pour les politiques nationales de solidarité, de santé et d'éducation, pour lutter contre la pauvreté et les inégalités et soutenir le développement économique et social de l'Union européenne. Nous réclamons la création dans tous les Etats membres, pour les retraités, les chômeurs et les invalides du travail, d'allocations sociales adaptées à leurs besoins et leur permettant de vivre dans la dignité. Nous proposons un accord européen sur les salaires, garantissant un salaire égal à travail égal et prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent dans tous les Etats membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Les travailleurs ne doivent pas en effet voir leurs Droits sociaux mis en concurrence comme le souhaitent les libéraux.

Ce sont là quelques unes des propositions des socialistes européens. C'est notre réponse commune à la crise. Elle doit être renforcée selon le contexte de chaque pays. Le vote du 7 juin sera un vote pour une Europe sociale et politique. **Il doit être aussi un vote sanction contre la politique de Sarkozy-Barroso.** La réponse à la crise actuelle n'est pas nationale mais internationale et l'Europe est le bon niveau d'intervention à condition de lui donner les moyens d'agir. C'est là l'un des enjeux du 7 juin. C'est dire toute son importance pour l'avenir de notre société. La campagne qui s'ouvre est donc capitale, elle sera courte et nécessite l'engagement de tous pour faire gagner la gauche en France et en Europe et offrir à notre continent une nouvelle perspective.

### **ALAIN GRALEPOIS**

Premier secrétaire fédéral

## INTERVIEW DE BERNADETTE VERGNAUD, Députée européenne

### “Rendre l’Europe proche des citoyens”

Trois questions à la tête de liste des socialistes, dans l’ouest, pour les Européennes.

#### • Comment vas-tu mener cette campagne ?

Je mènerai avec les colistier(e)s une campagne de proximité en me rendant dans les 13 départements de la circonscription. Il s’agit de rencontrer un maximum d’acteurs locaux, agriculteurs, pêcheurs, enseignants, ouvriers et syndicalistes de diverses industries fragilisées par la crise, personnels hospitaliers, enseignants et chercheurs. Je compte rendre l’Europe proche des citoyens en leur montrant comment elle peut agir positivement dans la vie de chacun à travers des exemples concrets tirés de mon travail législatif. En effet, 80% des lois concernant notre vie quotidienne sont élaborées par l’Europe. Enfin, je tiendrai bien évidemment des réunions publiques dans chaque département. Le moment fort de la campagne sera le grand meeting de Nantes/Rezé en présence de Martine Aubry, de Jean-Marc Ayrault et de nombreux responsables socialistes.

#### • La crise a-t-elle eu un effet sur nos propositions ?

La crise demande une intervention renforcée des pouvoirs publics et une politique de relance de la consommation et de l’investissement coordonnée au niveau européen, seul échelon pertinent pour combattre et vaincre la crise. Cela passe par plus de régulation du marché, la lutte contre les dérives de la spéculation financière, la fin des paradis fiscaux et un plan d’investissement massif dans les infrastructures publiques, des politiques innovantes et de recherche...

Il convient de réorienter notre projet européen dans des activités comme la croissance verte, l’économie de la connaissance et les technologies à haute valeur ajoutée. Pour y parvenir, il est indispensable de mettre des moyens conséquents et c’est pourquoi nous proposons une base juridique pour permettre à l’Union de lever directement l’emprunt.

#### ••• Quelles propositions comptes-tu mettre en avant au cours de cette campagne ?

Le manifeste du PSE est le programme commun de tous les socialistes européens. C’est une nouveauté majeure : pour la première fois depuis la création de l’Europe les responsables socialistes européens se sont réunis et ont travaillé avec les militants à l’élaboration de 71 propositions à mettre en œuvre au cours de la prochaine législature. Parmi les propositions importantes de notre programme, je valoriserai celle d’un pacte européen pour le développement de l’emploi, ainsi qu’un pacte européen du progrès social pour soutenir le développement économique, social et environnemental en harmonisant par le haut les Droits des travailleurs, par exemple en garantissant un salaire minimum décent dans chaque pays. J’insisterai sur la stratégie européenne pour une croissance écologique et innovante, respectueuse de la planète et riche en emplois : 2 millions d’emplois pourraient être créés dans le secteur des énergies renouvelables.

Enfin, la proposition d’un cadre européen pour les services publics me tient particulièrement à cœur puisque au sein du PSE, avec Harlem Désir et Gilles Savary, j’ai participé à la rédaction d’un projet de directive cadre sur les services publics que nous aimerions voir adopter lors de la prochaine législature, si nous obtenons la majorité au Parlement ! C’est un sujet fondamental pour la cohésion sociale et territoriale de l’Union et, en France, monsieur Sarkozy ne pourrait plus démanteler la santé, les services sociaux, l’éducation ou les services postaux...



## INTERVIEW DE STÉPHANE LE FOLL, Député européen

### “Nous nous battons pour une réorientation de la PAC”



Le n°2 de la liste socialiste dans l’ouest, spécialiste des questions agricoles au Parlement Européen, répond à nos questions.

#### • Quelle est la position des socialistes européens sur le récent “bilan de santé” de la PAC ?

Le bilan de santé de la PAC adopté sous présidence française aura été un rendez-vous manqué. Le texte qui a été adopté aura entériné des logiques que nous

avons toujours critiquées, à savoir l’effet des mécanismes de marchés régulés sur le secteur agricole et alimentaire.

Pourtant la commission agricole du Parlement européen sous l’impulsion des socialistes avait gagné sur un certain nombre de points en particulier en annulant la suppression prévue des quotas laitiers.

D’autre part, nous regrettons que la modulation obligatoire qui sert à alimenter la politique de développement rural soit si faible. Nous déplorons aussi que les autres instruments de distribution des aides comme la régionalisation ne soient pas plus contraignants pour les Etats membres. En revanche, je ne peux que me féliciter

que notre approche ait été retenue sur le maintien d’outils de régulation des marchés et sur le refus d’envisager un découplage total pour l’élevage et nombre de petites productions végétales, freinant ainsi les intentions de libéralisation proposées par la Commission.

#### • Plus globalement, la PAC a encore un rôle important à jouer en Europe ?

La PAC est la seule politique intégrée au niveau européen. La démanteler serait porter un coup sévère au projet européen lui-même. Elle doit au contraire être un outil de lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde, sans oublier la sécurité alimentaire de l’Europe car 80 millions d’Européens aujourd’hui souffrent de malnutrition. Enfin, je propose qu’on réoriente la PAC vers une agriculture à haute valeur ajoutée : économique, écologique et sociale avec une justification nouvelle des aides européennes. Ce qui a été annoncé par le Ministre de l’Agriculture en rééquilibrant les aides entre les céréaliers et éleveurs n’est qu’un début, il faudra aller encore plus loin.

## GOSS : AU BORD DU GOUFFRE

**L'entreprise GOSS système graphique, implantée route de Paris sur l'ancien site des Batignolles à Nantes, est la filiale d'un groupe américain, leader mondial de la fabrication de rotatives de presse d'imprimerie.**

Détenue à 100% par un fonds de pension américain (Matlin Paterson), elle pourrait faire les frais de décisions financières. Les 300 salariés du site se sont mobilisés en mars. L'actionnaire américain a démis de ses fonctions le directeur de l'établissement pourtant soutenu par les salariés. Le fonds de pension arrive au terme de son engagement dans l'actionariat et chercherait à vendre la totalité de ses parts. Un groupe chinois serait susceptible de faire une proposition qui risque de signifier la fermeture du site nantais. L'acquéreur potentiel dispose en effet déjà d'une branche de machines d'impression et il est probable que le but de l'opération soit de réduire la concurrence sur ce marché... Présentement, les salariés ont été invités par la direction à écouler leurs RTT et leurs congés. **"Notre crainte, c'est qu'on enchaîne sur du chômage partiel, voire des licenciements"**, explique Jean-Luc Bonneau, délégué CFDT. Le limogeage du directeur, remplacé par le directeur financier, laisse présager un changement de stratégie de l'actionnaire, dans une logique purement boursière.

Le site nantais affiche les rentabilités les plus fortes des établissements du groupe. Sa fermeture n'aurait aucun fondement industriel ni économique mais une seule logique boursière. Jean-Marc Ayrault et Michel Ménard se battent pour que les objectifs financiers d'une poignée d'actionnaires n'aient pas, une fois encore, des conséquences néfastes sur l'emploi des salariés. Ils sont intervenus auprès du premier ministre et de la ministre de l'économie en faveur d'une intervention de l'Etat pour préserver les intérêts industriels des deux sites français du groupe GOSS.

### Jean-Marc Ayrault organise une table ronde

Lors de la table ronde organisée à la demande du maire de Nantes, et réunissant la direction de GOSS, les syndicats, le pré-



fet, l'actionnaire en la personne de M. Meissner, PDG du groupe, a reconnu que le fonds de pension "Matlin et Paterson" avait en fait entamé des négociations pour vendre l'ensemble du groupe GOSS. Il reconnaissait ainsi que le plan présenté ne répondait pas à une logique de sauvegarde de l'activité industrielle et de l'emploi mais plutôt à une logique financière et boursière.

M. Meissner, suite à cette rencontre, a accepté d'étudier l'hypothèse d'une reprise de l'activité française par un tiers. Le maire de Nantes a demandé au préfet qu'une expertise sur la situation réelle de l'entreprise GOSS soit diligentée par le ministère de l'industrie, en complément de celle demandée par les syndicats dans le cadre du droit d'alerte. La mobilisation des syndicats et le soutien des élus et du préfet ont pu amener le groupe GOSS et son actionnaire américain à reconsidérer leur position. Mais rien n'est gagné car le fonds de pension américain est déterminé et continue à privilégier son plan initial de fermeture de Nantes pour regrouper l'ensemble de l'activité industrielle sur le site de Montataire et demande pour cela le soutien financier de l'Etat !



## LES SOCIALISTES EUROPÉENS POUR LA SÉCURISATION DE L'EMPLOI SALARIÉ

L'actuelle crise n'est pas nationale mais mondiale. Il faut donc des solutions internationales et c'est pourquoi les élections européennes de juin sont si importantes. Les socialistes se sont mis d'accord pour la 1<sup>ère</sup> fois sur un programme commun, le Manifesto. Il prévoit notamment la relance de l'économie et la prévention des crises financières avec plusieurs objectifs à la clé :

- **Mettre les marchés financiers au service de l'économie réelle** (contrôle et transparence des différents acteurs financiers, suppression des paradis fiscaux).

- **Développer une croissance écologique et créatrice d'emplois** (investissements massifs dans les réseaux ferroviaires, de canaux, électriques et de transport de données, développement de l'efficacité énergétique dans tous les bâtiments).

- **Elaborer un pacte de développement de l'emploi** appuyé sur un programme de compétences (développement de la formation au cours de la vie, élargissement des échanges d'Erasmus aux apprentis et adultes en formation permanente).

- **Soutenir les PME par un cadre réglementaire unifié et simplifié** et par

un soutien des banques communautaires grâce à des fonds propres augmentés.

- **Créer un fonds de soutien et d'ajustement à la mondialisation** pour la reprofessionnalisation des salariés menacés, et développer l'économie sociale et solidaire.

Voilà quelques pistes qui montrent qu'en économie il n'y a pas de fatalité de la précarité à condition que les élus politiques prennent leurs responsabilités et engagent de vraies réformes pour contrôler et réguler le capitalisme. C'est le 1<sup>er</sup> enjeu des européennes de juin 2009.

# INQUIÉTUDES À MANITOU ANCENIS

Les délégués syndicaux de Manitou sont inquiets sur la situation actuelle et pour cause : aucune nouvelle commande en mars, prévisions de ventes sur 2009 à nouveau revues à la baisse, nouvelle période de chômage technique... L'entreprise va atteindre en 2009 le plafond des jours de chômage technique. Ils vont sans doute être obligés de recourir à d'autres systèmes tels que le compte épargne temps négatif. Les dirigeants de Manitou n'entrevoient un redémarrage possible que fin 2011. Un plan de 264 départs volontaires a été bouclé fin mars et un plan social a été récemment annoncé avec 650 suppressions d'emplois sur la France dont plusieurs centaines au siège d'Ancenis qui compte 1400 salariés. Rencontre des délégués syndicaux en mars, interpellation de la ministre de l'économie sur la situation du bassin industriel ancenien, réflexion avec la Région sur la formation des salariés licenciés économiques : nos élus se sont fortement mobilisés. Notons enfin que les sous-traitants, en grosses difficultés eux aussi, craignent que Manitou concentre toutes les aides mises en place.

Interview : Claude Gaudin, secrétaire de l'union locale CGT du Pays d'Ancenis

## "Les salariés paient les erreurs de gestion des dirigeants"



### • Le bassin d'Ancenis souffre de la crise...

Oui, c'est le secteur le plus touché du département, l'explication en est la monoproduction autour de deux grosses entreprises de chariots élévateurs : Manitou et Toyota. Manitou a fermé trois semaines en avril... Toyota fait du chômage partiel. On sait qu'un emploi supprimé à Manitou, c'est 4 emplois perdus en induit sur le bassin d'Ancenis.

Les sous-traitants encaissent donc comme les vérins Leduc de Ligné dont les salariés sont au chômage partiel et ne travaillent plus que deux jours par semaine avec toutes les conséquences financières derrière car les traites de la maison, il faut toujours les payer ! Autre exemple, Manulitim, qui fabrique des flexibles hydrauliques, a licencié fin mars 9 salariés sur un effectif de 45.

### • Comment en est-on arrivé là ?

Les dirigeants de Manitou ont commis des erreurs graves avec notamment l'achat l'an dernier au prix fort aux USA de la société de chariots élévateurs GHELL. Il y a aussi un problème avec les pays de l'Est européen. Pourtant, Manitou marchait très bien et ces erreurs de gestion, ce sont aujourd'hui les salariés et les petits sous-traitants qui les paient, ce n'est pas normal. Enfin, depuis longtemps, les syndicats demandent une diversification économique sur le bassin d'Ancenis qui nous permettrait aujourd'hui de mieux supporter la crise. Espérons que cela ne soit pas trop tard...

# LAURENT GODET

Délégué fédéral  
aux entreprises



## "Cette crise replace le politique au cœur de l'économie"

### Quels commentaires t'inspire la crise actuelle ?

D'abord, je veux souligner les contradictions de Sarkozy qui pendant sa campagne de 2007 affichait sa volonté de "libérer" les entreprises des lourdeurs administratives, notamment les modalités du licenciement économique, et aujourd'hui, il se fait le chantre d'un pseudo interventionnisme d'Etat. Pourtant ils étaient nombreux ceux dans notre parti qui alertaient l'opinion sur les dérives du système financier sans jamais être entendus. Cette crise a au moins un avantage, c'est qu'elle replace le politique au cœur du monde économique en montrant que les deux sphères sont liées. C'est une claque pour les libéraux. On le voit à Nantes par exemple chez GOSS Batignolles où nos élus sont intervenus pour éviter la fermeture du site nantais. Dans le même sens, le Conseil régional soutient les PME/PMI avec une aide accrue au fond d'investissement régional et une aide financière pour le dépôt de brevet d'innovation.

### Plus globalement, cette crise n'illustre-t-elle pas la folle dérive du capitalisme financier et le nécessaire rééquilibrage entre capital et travail ?

Absolument, c'est un élément essentiel de la pérennité de nos sociétés et on doit s'interroger sur la répartition des richesses et sur le type d'entreprise que l'on veut. Le PS et ses élus doivent travailler à proposer un projet alternatif où est incluse la question des rapports sociaux dans l'entreprise. On peut imaginer que la contrepartie des aides publiques versées aux entreprises soient notamment une politique sociale avancée et des représentants au sein des conseils d'administration ou des directoires. Les salariés devraient au moins avoir accès aux résultats de leur entreprise. Quand le patron de Peugeot dans sa lettre mensuelle aux actionnaires affirme en novembre dernier que son entreprise a de la trésorerie et que la variable d'ajustement sera la capacité de production, il illustre bien le cynisme et la gestion purement boursière des grandes entreprises qui n'ont plus aucune morale. Il appartient également à notre Parti d'être plus attentif aux bilans financiers et aux stratégies des entreprises du CAC 40 pour les dénoncer.

### Concrètement, quelles solutions peut-on proposer pour sortir de ce chômage massif et durable et de cette précarité qui s'accroît ?

La droite et le MEDEF seront toujours sur le même modèle. C'est dire combien est grande notre responsabilité ! Le gouvernement a donné beaucoup d'argent aux banques pour quels résultats ? Ces dernières ne jouent pas leurs rôles pour soutenir des PME qui ont pourtant besoin de trésorerie alors que leurs carnets de commande sont pleins. Notre pays ne doit pas accepter de perdre son industrie et de développer uniquement l'activité de service. Il faut soutenir notre industrie car elle génère encore beaucoup d'emplois, développer la recherche qui permet la mise au point de nouveaux produits notamment environnementaux, autre gisement d'emplois. Il nous faut fixer de nouvelles règles, aller au-delà des schémas économiques classiques pour réguler la finance et l'économie. Les SCOP, coopératives ouvrières de production ou même le groupement des PME, sont à ce sujet des pistes intéressantes à développer.

## D'AUTRES ENTREPRISES TOUCHÉES PAR LA CRISE

La crise concerne tous les secteurs de production. Ainsi, parmi d'autres entreprises touchées, on peut citer Trelleborg de Carquefou (fabrication de pièces moulées anti-vibratoires) qui vient de supprimer 38 emplois s'ajoutant au plan déjà en cours. Un chômage partiel de deux jours hebdomadaires est mis en place et l'on craint une délocalisation en Turquie : 500 emplois menacés avec risque de fermeture du site. Même angoisse dans la fonderie FMGC de Châteaubriant avec un chômage partiel jusqu'en juillet et 66 suppressions d'emplois en avril sur 342 salariés notamment en raison de la production pour Manitou en chute de 40 %... Inquiétudes également à STX à St Nazaire, à BN à Vertou, ou encore MHS Electronics à Nantes.

## DU CÔTÉ DE LA FDES

### La FDES élit son nouveau conseil d'administration



La FDES (fédération départementale des élus socialistes et républicains) de Loire-Atlantique a tenu son Congrès à Nantes le 28 mars. L'occasion d'aborder des sujets d'actualité et d'élire un nouveau conseil d'administration.

Plus de cent élu(e)s du département se sont déplacés pour ce congrès. La 1<sup>ère</sup> partie de la matinée fut consacrée aux missions de la FDES avec un débat à

ce sujet. Il a été convenu qu'elle doit continuer à être ouverte à tous les élus de gauche en dépassant le cadre du PS. Le conseil d'administration a ensuite été élu : il est composé de 24 membres permanents et 4 invités représentant tout le département. Le débat s'est poursuivi sur la réforme Balladur à propos de laquelle Fabrice Roussel, Maire de la Chapelle sur Erdre, a souligné que "nous ne devons pas apparaître comme conservateur mais faire des propositions qui vont dans le sens d'une simplification du mille feuilles administratif français pour une meilleure efficacité et clarté des politiques publiques locales". Jean-Pierre Fougerat, Maire de Couëron, a présenté la réforme de la taxe professionnelle en faisant part "de nos inquiétudes quant à la perte de rentrées fiscales générée par cette suppression décidée sans aucune concertation". Enfin, Michel Ménard, député, a évoqué le service minimum d'accueil dans les écoles en cas de grève en précisant que "les municipalités de gauche font ce qu'elles peuvent pour concilier la sécurité et l'accueil des enfants tout en préservant le légitime droit de grève". Une réunion, de l'avis de tous, positive et dynamique.

### Fabrice Roussel, élu Président de la FDES



Le 21 avril, le conseil d'administration de la FDES (cf. la composition ci-dessous) s'est réuni afin de procéder à l'élection de son Président. Fabrice Roussel, 36 ans, plus jeune maire de gauche de Loire-Atlantique, Maire depuis 2008 de La Chapelle/Erdre (16 000 habitants) a été élu.

L'objectif du Président et de son équipe sera de s'appuyer sur le réseau des élus locaux issu des élections locales de 2008 pour faire encore progresser la gauche en Loire-Atlantique. Un travail à destination des élus socialistes et divers gauche sera mis en place, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires. La formation, la mise en cohérence et en réseau des politiques locales en multipliant les échanges entre les équipes municipales, le renforcement et l'actualisation du fichier des élus de sensibilité de gauche, le soutien aux élus minoritaires, la réflexion commune sur les réformes gouvernementales seront des dossiers prioritaires. Dans les prochaines semaines, la FDES se dotera d'un bureau pour assister son Président.

## Les membres du conseil d'administration de la FDES

BENTAHA Alain	Maire de St Malo de Guersac - Conseiller Régional	RENAUD Fabienne	Adjointe à St Herblain - Conseillère Régionale
BRIAND Annie	Conseillère Municipale d'Ancenis (opposition)	ROBERT Alain	Adjoint à Nantes - conseiller Général de Nantes 3
BUQUEN Eric	Conseiller Municipal de Rezé	ROUSSEL Fabrice	Maire de la Chapelle sur Erdre
BUREAU Jocelyn	Conseiller Municipal de St Herblain	SAMZUN David	Adjoint à St Nazaire
CATALA Danièle	Conseillère Municipale de Chateaubriant (opposition)	SEYZE Claude	Conseillère Générale de Nantes 5
COURBET Michel	Conseiller Municipal de St Julien de Concelles (opposition)	TROTTE Philippe	Maire de Vigneux de Bretagne
GILLAIZEAU Jacques	Maire de St Léger les Vignes - Conseiller Régional	DANIEL Yves	Maire de Mouais - Conseiller Général (DVG)
LEFRANC Elisabeth	Conseillère Municipale de Nantes	LACOSTE Nicole	Maire de Vallet (DVG)
L'HOSTIS Martine	Conseillère Générale - Conseillère Mun. de Vertou (opposition)	COUDRAIS Jean-Pierre	Maire de Clisson (DVG)
LUMEAU Jean-Jacques	Adjoint à St Nazaire	LELIEVRE Christine	Maire de Séverac (DVG)
MARESCHAL Patrick	Président du Conseil Général	DENIAUD Bernard	Conseiller Général - Pdt du Groupe socialiste et DVG au C.G. Parlementaire (Sénat)
MERLET Michel	Conseiller Général de Clisson	GAUTIER Charles	Conseiller Régional - Pdt du Groupe socialiste et DVG au C.R. Parlementaire (Assemblée Nationale)
PADOVANI Fabienne	Conseillère Générale de Nantes 1 - Adjointe à Nantes	GRALEPOIS Alain	
RABIN Monique	Maire de St Philbert de Grandlieu - Conseillère Régionale	MENARD Michel	

## Libertés publiques : un combat qui doit continuer

*Dominique Raimbourg, député de la 4<sup>ème</sup> circonscription de Loire-Atlantique et membre de la Commission des Lois à l'Assemblée Nationale, s'exprime sur l'atteinte aux libertés publiques dont fait preuve le Gouvernement.*



Les libertés fondamentales ne sont pas un socle acquis une fois pour toute qui serait menacé. La question est plutôt de savoir si nous progressons en matière de libertés, d'initiatives laissées à l'individu pour prendre en main sa vie.

À cette question complexe, plusieurs réponses tout aussi complexes.

Tout d'abord, il y a dans certains domaines, une extension de la liberté. Extension de la liberté d'aller et venir avec la libre circulation en Europe. Extension avec la libre disposition de son corps et le recul des pesanteurs sociologiques liées à la sexualité et au mariage : droit à la contraception, droit à l'IVG, droit à un mariage libre, PACS, modification du statut des femmes dans notre société pour plus d'égalité (au moins juridique, à défaut d'atteindre une égalité réelle et notamment salariale).

Mais, dans le même temps nous assistons dans certains domaines à une crispation autoritaire du pouvoir. Le droit des étrangers progresse peu. Le droit de vote aux élections locales est en discussion depuis bientôt 30 ans sans qu'il n'y ait d'avancée. La liberté d'aller et venir ne s'applique qu'aux citoyens européens. Il existe de plus des citoyens européens de seconde zone que sont les Roumains et les Bulgares pendant la période de transition (2012). Ces citoyens européens de seconde zone n'ont que partiellement accès au travail et par la même au séjour.

Et puis sont intervenues des limitations aux contres pouvoirs : limitation de l'intervention du juge d'instruction, magistrat indépendant, puisque le Président de la République souhaite sa suppression ; limitation de la liberté du juge de trancher puisqu'a été votée une loi sur les peines planchers, intervention sécuritaire importante puisque le nombre de gardes à vue atteint près de 600 000 par an ; reprise en main de l'audiovisuel avec la nomination des Présidents des chaînes de télévisions publiques par le Président de la République....

En outre, le Parlement est réduit à la portion congrue au profit de l'exécutif.. Le Gouvernement qui, en vertu de la Constitution conduit la politique de la Nation, est lui aussi réduit à un rôle d'exécutant, l'essentiel des pouvoirs étant concentré à l'Elysée.

Nous assistons sur tous ces points à une crispation autoritaire et à une concentration des pouvoirs.

Par ailleurs, dans certains domaines, notre société progresse peu en matière de libertés, faute d'avoir su adapter son modèle.

C'est tout d'abord le cas avec le respect de la vie privée. Internet permet l'intrusion dans la vie privée, le fichage, la propagation de rumeurs sans véritable réglementation. Le fichage pose beaucoup de problèmes, faute de contrôle rigoureux et suffisant.

Par ailleurs, notre modèle de démocratie sociale qui a été construit après la seconde guerre mondiale est aujourd'hui mis à mal. Le statut des salariés varie beaucoup d'une entreprise à l'autre et à l'intérieur d'une même entreprise varie d'un poste à l'autre. L'idée d'une démocratie sociale où des salariés égaux au statut semblable seraient représentés par des délégués du personnel, des délégués syndicaux, un comité d'entreprise est aujourd'hui une idée qui est mise à mal par la différenciation et la multiplicité des statuts et des situations de travail. De plus la diminution de la taille des entreprises fait que beaucoup de salariés travaillent dans des entreprises sans représentation institutionnelle du personnel. Les syndicats connaissent en conséquence un recul considérable. Nous avons à retrouver ici un modèle de démocratie.

Enfin, sous l'appellation de "droit à" se cache de la malhonnêteté intellectuelle. Il n'y a pas de droit à la santé, il n'y a que des politiques de santé publique, il n'y a pas de droit au travail, il n'y a que des politiques visant à lutter contre le chômage et à favoriser le plein emploi, il n'y a pas de droit au logement, il n'y a que des politiques visant à multiplier les constructions pour que chacun trouve à se loger. Derrière l'appellation de "droit à" se cache bien souvent des carences qui sont masquées par ces mots trompeurs.

Notre combat historique pour consolider et développer les droits individuels et collectifs est donc toujours d'actualité.



### LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL CENSURE LA LOI BOUTIN SUR LE LOGEMENT

Le précédent numéro d'Ensemble faisait une large place aux conséquences de la loi Boutin sur le logement adoptée en février dernier. Ce texte a connu un nouveau rebondissement avec la décision rendue récemment par le Conseil Constitutionnel saisi par les parlementaires socialistes. Celui-ci a en effet censuré plusieurs dispositions de la loi, à commencer par celle qui prévoyait la taxation des organismes HLM. Après le long combat mené au Parlement par les socialistes contre ce projet, c'est un nouveau camouflet infligé au Gouvernement et une (petite) victoire pour le logement.

## Forum des Tanneurs

Conférence-débat ouverte à tous sur le thème  
**"Le socialisme d'hier à aujourd'hui"**

en présence de Denis Lefebvre, Journaliste, Secrétaire Général de "l'Ours" et Directeur de "l'Encyclopédie du Socialisme", co-auteur du livre "Le socialisme pour les nuls".

Le "Forum des Tanneurs" est un espace de formation et de discussion ouvert à tous : militants, sympathisants et personnes intéressées par les réflexions engagées par le Parti Socialiste.

**lundi 4 mai à 20h  
à Nantes, à la Fédération**

(1 allée des Tanneurs, au pied de la tour de Bretagne, cours des 50 otages.  
Arrêt de Tram ligne 2 "Place du Cirque")



## Conseil Fédéral

Le prochain conseil fédéral aura lieu le **lundi 18 mai, 20h**, au nouveau siège, 1 allée des Tanneurs (Au bas de la Tour Bretagne sur le cours des 50 otages)

## Européennes : Grand Meeting national avec Martine AUBRY

nos candidat(e)s pour la région Grand Ouest et des personnalités européennes.

**Mercredi 27 mai à 19h00, halle de La Trocardière de REZÉ** (Tramway : ligne 3 arrêt Trocardière). Venez nombreux !



## Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai

Les socialistes de Loire-Atlantique participeront aux cortèges afin de dénoncer la politique de casse sociale du gouvernement

**Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai**

- Pour Nantes, RDV à 10h30, devant l'ancien parking Neptune près de l'arrêt de tramway "Bouffay"
- Pour Saint-Nazaire, RDV à 10h30, devant la Sirène de la place du Ruban bleu
- Pour Châteaubriant, RDV à 10h30, place de la Mairie
- Pour Ancenis, RDV à 10h30, jardins de l'Eperon

## Élections européennes

**Procuration** : le mandant (personne absente) doit donner auprès des services compétents (mairie, commissariat, gendarmerie, tribunal d'instance) les coordonnées du mandataire à savoir le nom, la date et lieu de naissance, l'adresse.

Cette personne doit être inscrite sur la liste électorale de la commune.

**Dimanche 7 juin - Vote de 8h00 à 18h00**

(Attention : 19h pour Rezé et 20h pour Nantes, St-Nazaire et St-Herblain)

## Le libre accès aux rives de l'Erdre

Débat animé par Thierry GUIDET, Directeur de la revue "Place Publique" Avec Germinal PEIRO, député de Dordogne

En présence de Fabrice ROUSSEL, Michel MÉNARD, Hervé BOCHER, et Françoise VERCHÈRE

Débat organisé par le collectif d'associations "l'Erdre pour Tous"

**Mercredi 6 Mai à 20h30 - Salle Jean Jaurès à La Chapelle/Erdre**

## Les Médias sont-ils sous influence ?

Avec Michel FRANCAIX, député de l'Oise et Michel MÉNARD, député de Loire-Atlantique  
Débat organisé par "Mieux Vivre à Ancenis"

**Judi 14 mai à 20h30 - Salle du Temps Libre à Ancenis**

Dispensé de timbrage  
NANTES R.P.



**PRESSE  
URGENTE**

LA POSTE

Ensemble  
1, allée des Tanneurs  
44 000 NANTES  
Déposé le 29/04/09

# Étiquette

## Ensemble

Le Journal des socialistes de Loire Atlantique  
1 allée des Tanneurs • 44 000 NANTES  
Tél : 02.40.20.63.00 • Fax : 02.40.08.27.24  
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr  
Directeur de Publication : Alain Gralepois  
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry  
Equipe de rédaction : François Caillaud, Gaétan Ferchaux, Romain Mercière  
Photographies : Philippe Rouxel, François Caillaud et Philippe Grangeaud  
Mise en page : Scopic  
Imprimé avec des encres végétales sur papier recyclé par La Contemporaine  
N° CPPAP : 0909 P 10 751  
N° ISSN : 1296 - 2201  
Prix : 1,50 euro • Tirage : 3700 ex

